



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY  
REQUIREMENT

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Systems Integration & Software Development Division  
(XG)/Div. d'intégration des systèmes et du  
développement des logiciels (XG)  
Terrasses de la Chaudière 4th Floor  
10 Wellington Street  
Gatineau  
Quebec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Data Remediation and Marking RFP	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6381-170008/D	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6381-170008	<b>Date</b> 2020-05-04
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XG-624-37464	
<b>File No. - N° de dossier</b> 624xg.W6381-170008	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-05-19</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> NGUYEN, Mark Nam	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 624xg
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (343) 550-1613 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> 105 HOTEL DE VILLE GATINEAU QC J8X 4H7 CANADA	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**La modification 004 est émis aux fins suivantes :**

- A. Enregistrements de données de base modifiés à 50 000 pour E-O3 et E-C3.
  - B. Mise à jour des exigences GP-O3.
  - C. Supprimez toutes les références requises pour les ressources et conservez les références requises pour l'expérience du soumissionnaire uniquement.
  - D. Mise à jour des exigences CDP-O1, CDP-O2, EEMI-O1 et RRMI-C1.
  - E. Correction de faute de frappe de Modification 003 (article C)
  - F. Fournir une liste mise à jour des réponses aux questions des soumissionnaires.
- 

**A. Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 3.1 :**

MODIFIER E-O3 pour inclure:

« \*Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50,000 enregistrements de données de base. »

**Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 3.2 :**

MODIFIER E-C3 pour inclure:

« \*Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50,000 enregistrements de données de base. »

**B. Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.2 :**

SUPPRIMER : **GP-O3** entièrement.

INSÉRER ce qui suit à **GP-O3** :

« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un **diplôme d'études postsecondaires**.

Le soumissionnaire doit fournir une copie du **diplôme d'études postsecondaires** obtenu par ressource proposée. »

**C. Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.2 :**

SUPPRIMER ce qui suit à **CDP-O1** :

« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :

- Nom du client;
- Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);
- Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et
- Description des services fournis.

SUPPRIMER ce qui suit à **GP-O4** :

« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :

- Nom du client;
- Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);
- Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et
- Description des services fournis. »

**Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.3 :**

SUPPRIMER ce qui suit à **GP-C4** :

« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :

- Nom du client;
- Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);
- Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et
- Description des services fournis. »

SUPPRIMER ce qui suit à **RCD-C2** :

« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :

- Nom du client;
- Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);
- Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et
- Description des services fournis. »

SUPPRIMER ce qui suit à **RCD-C3** :

« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :

- Nom du client;
- Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);
- Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et
- Description des services fournis. »

**D. Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.2 :**

MODIFIER **CDP-O1** comme suit :

« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des dix (10) dernières années, à titre de chef de projet ou de directeur dans le cadre de deux (2) projets distincts portant sur la mise en œuvre de programmes importants\* d'étiquetage et de marquage d'IU de l'équipement existant conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires **ou des organisations gouvernementales**. »

MODIFIER l'exigence **CDP-O2** comme suit :

« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 60 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans la mise en œuvre de programmes d'étiquetage et de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires **ou des organisations gouvernementales.** »

MODIFIER **EEMI-O1** comme suit :

« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 24 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans l'élaboration\* de spécifications de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire **ou industriel** existant. »

**Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.3 :**

MODIFIER **EEMI-C1** comme suit :

« En plus de répondre au critère EEMI-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience dans l'élaboration\* de spécifications de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire **ou industriel** existant. »

**E. Modification de Sollicitation 003 article C (QS-13) :**

Clarifié à:

Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 :

SUPPRIMER : le tableau 5.3 en entier.

**F. Liste mise à jour des réponses aux questions des soumissionnaires (voir ci-dessous) :**

N°	Article de la DDP	Question	Motif de la question	Réponse
QS-01	3.3, 3.4	Les renvois figurant dans les titres des articles 3.3 et 3.4 de la demande de propositions (DDP) sont incorrects.	S.O.	<p>Titres des articles 3.3 et 3.4 de la DDP :</p> <p>Supprimer de la DDP : 3.3 Section IV : Attestations et remplacer par 3.3 Section III : Attestations</p> <p>Supprimer : 3.4 Section V : Renseignements supplémentaires et remplacer par 3.4 Section IV : Renseignements supplémentaires</p> <p>Ces changements sont également traduits dans la table des matières.</p> <p><b>Changements apportés dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (article C).</b></p>
QS-02	Page couverture	Nous vous prions de repousser la date de présentation des soumissions de quatre semaines, soit jusqu'au 18 mai.	Compte tenu de la complexité de la catégorie de personnel demandée, ainsi que de la difficulté à communiquer avec les candidats et à confirmer les références compte tenu des récentes fermetures d'établissements publics et privés et les autres mesures de gestion des urgences prises pour limiter la propagation de la COVID-19.	<p>Le Canada a prolongé la date de clôture des soumissions jusqu'au 19 mai 2020. En raison de l'incertitude des résultats liés à la COVID-19, cette date sera revue à mesure que de plus amples informations seront disponibles.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 001 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd001 (article D).</b></p>
QS-03	Formulaire de validation des références de contrat (page 156) et pièce	L'État pourrait-il confirmer qu'une référence de contrat ainsi que le formulaire de validation des références de contrat ne sont pas nécessaires pour les exigences E-C4,	Le formulaire de validation des références de contrat à la page 156 de la DP comprend des espaces où les soumissionnaires peuvent décrire les	Le formulaire de validation des références de contrat est exigé pour justifier l'expérience des soumissionnaires. Il ne vise pas à corroborer les attestations et les diplômes que les soumissionnaires soumettent à l'appui de leurs propositions.

	jointe 4.1 (pages 160 à 185)	GP-02, GP-03, GP-C3 et EEMI-C3?	services fournis et les faire approuver par un client pour chaque exigence obligatoire et cotée. Les exigences E-C4, GP-02, GP-03, GP-C3 et EEMI-C3 portent sur la certification ISO de l'entreprise, la formation et les attestations du candidat, et ne concernent pas les services fournis dans le cadre de contrats antérieurs. Veuillez confirmer que les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir une référence de contrat pour les exigences susmentionnées, pourvu qu'ils joignent une copie de l'attestation/du diplôme applicable.	
QS-04	Partie 6, 6.1 et 6.3 (pages 30 à 33); partie 7, 7.5 (pages 38 à 41); et annexe C (pages 134 à 141)	L'État pourrait-il confirmer que seuls le soumissionnaire principal et les ressources proposées doivent respecter les exigences relatives à la sécurité?	La majorité des travaux doivent être effectués dans les locaux du ministère de la Défense nationale (MDN), selon ce qui est précisé à l'étape de l'autorisation de tâches. Au besoin, les travaux à l'extérieur du chantier peuvent être effectués sur le site du soumissionnaire principal, qui répond aux exigences relatives à la sécurité en vigueur. Si	<p><b>Le sous-traitant canadien d'un entrepreneur principal canadien ne doit pas nécessairement respecter les mêmes exigences relatives à la sécurité que l'entrepreneur principal.</b></p> <p><b>Une fois le contrat principal attribué, l'entrepreneur principal doit présenter la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) pour ses sous-traitants. Avec l'aide de son autorité contractante ou de son chargé de projet, au besoin, l'entrepreneur principal déterminera les exigences relatives à la sécurité qui s'appliqueront à son sous-traitant. La décision dépendra des parties des travaux que le sous-traitant effectuera. Selon la LVERS, le contrat W6381-170008 contient des parties de travaux qui ne</b></p>

QS-05	Page couverture	Demande de report de la date de clôture des soumissions en raison de la crise de COVID-19.	les travaux ne sont pas effectués sur le site d'un sous-traitant, veuillez confirmer qu'il n'est pas nécessaire qu'un sous-traitant respecte les exigences relatives à la sécurité.	<b>nécessiteraient qu'une cote de fiabilité. Par conséquent, si un sous-traitant devait uniquement accéder à des sites ou à des renseignements nécessitant une cote de fiabilité, il n'aurait pas besoin de l'attestation de sécurité d'installation (ASI) Secret.</b>
QS-06	4.3 Critères d'évaluation techniques cotés de l'équipe principale (RCD-C2, RCD-C3 et RCD-C4)	Ces trois critères cotés exigent une expérience de l'utilisation de SAP et, ensemble, représentent 30 des 75 points possibles (avec un minimum requis de 35 points). Nous constatons que l'expérience requise dans les critères RCD obligatoires se limite à « un système de PRE ». Étant donné que les activités de correction des données se font généralement indépendamment du système, nous demandons que l'exigence relative au système SAP soit supprimée de trois critères cotés et remplacée par la même formulation susmentionnée, soit « un système de PRE ». Sinon, nous aurons beaucoup de mal à atteindre la note	La difficulté à recruter des ressources se répercute donc sur notre capacité à présenter une soumission. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier.	<p>Voir QS-02.</p> <p>Le nombre minimum de points requis a été réduit à 25 points (comparativement à 35 auparavant).</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Équipe principale – Responsable de la correction des données (RCD) :</p> <p>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 35.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : <b>25</b>.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 5.1 – Responsable de la correction des données (RCD) – Critères cotés :</p> <p>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 35.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : <b>25</b>.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (articles E-F).</b></p>

		minimale pour cette ressource et nous risquons de ne pas pouvoir présenter une offre concurrentielle. Sinon, nous demanderions la suppression de « SAP » d'au moins certains des critères cotés pour nous permettre d'avoir de meilleures chances d'atteindre la note minimale.		
QS-07	4.3 Critères d'évaluation techniques cotés de l'équipe principale	<p>Les exigences suivantes relatives au gestionnaire de projets et au responsable de la correction des données posent des problèmes de qualification et de notation pour notre ressource par ailleurs extrêmement qualifiée.</p> <p>Le critère GP-C3 indique que « [l]e soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un diplôme de maîtrise ». Bien que nous comprenions qu'il s'agisse d'un critère coté, nous ne voyons pas l'importance d'une maîtrise, d'autant plus qu'il n'y a aucune limite quant à la discipline. Une autre année d'université n'a aucun rapport avec la formation ou l'expérience d'un</p>	<p>Les meilleures ressources de gestion de projets ne seront pas concurrentielles et pourraient nuire à la probabilité d'une mise en œuvre réussie. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier.</p>	<p>Le diplôme de maîtrise n'est plus un critère coté.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Équipe principale – Gestionnaire de projets CMD-NS :</p> <p>SUPPRIMER : tout le critère GP-C3.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre maximum de points possible : 80.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre maximum de points possible : <b>70</b>.</p> <p>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 40.</p> <p>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : <b>35</b>.</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 5.1, Gestionnaire de projets (GP) – Critères cotés :</p>



		gestionnaire de projets. Nous demandons respectueusement que cette exigence soit supprimée, en particulier compte tenu de son incidence sur le nombre minimal de points requis.		<p><b>SUPPRIMER : tout le critère GP-C3.</b></p> <p><b>SUPPRIMER : Nombre maximum de points possible : 80.</b></p> <p><b>REPLACER PAR : Nombre maximum de points possible : 70.</b></p> <p><b>SUPPRIMER : Nombre minimum de points requis : 40.</b></p> <p><b>REPLACER PAR : Nombre minimum de points requis : 35.</b></p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau récapitulatif 5.2 – Résumé de l'évaluation technique globale cotée :</p> <p><b>SUPPRIMER : Exigences cotées relatives à l'équipe principale : 255.</b></p> <p><b>REPLACER PAR : Exigences cotées relatives à l'équipe principale : 245.</b></p> <p><b>SUPPRIMER : Total des exigences cotées : 355.</b></p> <p><b>REPLACER PAR : Total des exigences cotées : 345.</b></p> <p><b>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (articles G-I).</b></p>
QS-08	4.2 et 4.3, Critères d'évaluation techniques	Les critères RCD-O1 et RCD-C1 indiquent que « [d]ans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis	La ressource de RCD la plus qualifiée ne sera pas concurrentielle, et nous devrons proposer une ressource moins	<p>Modification des enregistrements de données de base pour les critères RCD-O1 et RCD-C1, les faisant passer à 50 000, comme suit :</p>

	<p>de l'équipe principale</p> <p>de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base ». Nous suggérons que dans le secteur de la défense, il n'y a pas de différence entre 50 000, 100 000 et 200 000 enregistrements de données de base lors de l'élaboration d'un plan de correction des données. L'ordre de grandeur est comparable, et un plan de correction des données prévoyant 50 000 enregistrements de base peut être mis en œuvre pour 200 000 enregistrements; la plupart des gestionnaires d'équipements gèrent moins de 50 000 FE sérialisées. Des systèmes complexes et complets comprenant bien moins que 200 000 enregistrements ont été développés et mis en œuvre. En résumé, le volume d'enregistrements n'a pas d'incidence sur la capacité ou la fonctionnalité du système. Nous demandons donc que l'exigence de volume soit modifiée pour passer de 200 000 à un volume allant de 50 000 à 100 000.</p>	<p>qualifiée. En outre, la dotation en personnel local est un problème particulier compte tenu du grand nombre d'enregistrements requis.</p>	<p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.2, Responsable de la correction des données, RCD-O1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>REMPLACER PAR : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins <b>50 000</b> enregistrements de données de base. »</p> <p>Dans la pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation technique, Tableau 4.3, Responsable de la correction des données, RCD-C1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p> <p>REMPLACER PAR : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins <b>50 000</b> enregistrements de données de base. »</p> <p>À l'appendice B de l'annexe A – Grille d'évaluation relative aux autorisations de tâches, Section A3 – Responsable de la correction des données, RCD-O1 :</p> <p>SUPPRIMER : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 200 000 enregistrements de données de base. »</p>
--	---	--	--

QS-09	10.1 et 10.3	<p>10.0 LANGUAGE</p> <p>L'article 10.1 indique ce qui suit : « L'entrepreneur doit offrir des services au MDN dans les deux langues officielles canadiennes (français et anglais), d'après la définition qui figure dans l'autorisation de tâche (DND 626) ».</p> <p>L'article 10.3 indique que « [l]e gestionnaire de projets de correction et de marquage des données et de gestion de matériels en série doit bien maîtriser l'anglais et le français ».</p> <p>Notre gestionnaire de projets le plus qualifié obtiendrait presque tous les points, à l'exception de ceux relatifs à l'exigence de bilinguisme (qui l'exclut de la course). Nous sommes en mesure de fournir un service bilingue en utilisant un autre membre opérationnel de</p>	<p>Notre meilleure ressource de gestion de projets unilingue ne sera pas concurrentielle.</p>	<p>REEMPLACER PAR : Tout le paragraphe suivant : « *Dans ce contexte, on entend par « important » un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base. »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (Articles J-L).</b></p> <p>Modification de l'exigence de bilinguisme.</p> <p>À l'annexe A – Énoncé des travaux (EDT), paragraphes 10.2 à 10.5 :</p> <p>SUPPRIMER : les paragraphes 10.2 à 10.5 en totalité.</p> <p>REEMPLACER PAR :</p> <p>10.2 Tous les produits livrables doivent être fournis en anglais. Tous les documents de formation et le matériel didactique doivent être fournis en anglais et en français, comme il est précisé dans l'autorisation de tâches.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd002 (article M).</b></p>
-------	--------------	--	---	---

QS-10	5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée	<p>l'équipe qui peut également faire office de traducteur. Pouvez-vous donc supprimer l'exigence 10.3 tout en demandant toujours une capacité bilingue générale au sein de l'équipe? Notez que notre intention serait de commencer avec notre gestionnaire de projets le plus compétent, de faire appel au soutien de notre personnel bilingue existant, puis de passer à une ressource locale entièrement bilingue.</p> <p>Le lien fourni dans ce paragraphe mène vers une erreur 404, page introuvable. Pouvez-vous confirmer qu'une liste des administrateurs de l'entreprise est requise pour répondre à cette exigence?</p> <p>Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<a href="https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html">https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html</a>), le soumissionnaire doit</p>	Hyperlien non fonctionnel	<p>L'hyperlien intégré est défectueux.</p> <p>Veuillez utiliser le lien suivant : <a href="https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html">https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html</a></p>
-------	--	---	---------------------------	---

QS-11	Exigences de sécurité aux pages 30 à 33, 38 à 40 et 134 à 141. Les sections concernées sont les articles 6, 6.1, 6.3, 7 et 7.5 et l'annexe C.	présenter les documents exigés, s'il y a lieu, afin que sa soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement. Nous souhaitons confirmer que seul l'entrepreneur principal est tenu de fournir les ressources nécessaires pour répondre aux exigences de sécurité.	La demande de propositions indique que la plupart des travaux doivent être effectués sur les sites du MDN, selon ce qui est indiqué à l'étape de l'AT. Tout travail devant être effectué hors site peut être réalisé sur le site de l'entrepreneur principal, qui répond à toutes les exigences de sécurité en vigueur. Si certains sous-traitants n'effectuent pas ce travail, doivent-ils quand même satisfaire aux exigences de sécurité imposées pour les installations sécurisées?	Voir QS-04.  Les ressources doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, qu'il s'agisse de ressources de l'entrepreneur principal ou d'un sous-traitant, comme il est indiqué dans l'appendice A de l'annexe C – Guide de sécurité supplémentaire.
QS-12	7.1.1.3 (page 78)	L'État pourrait-il confirmer que toutes les étiquettes d'IU fournies doivent répondre aux exigences de vérification de la norme ISO:15415:2011 et obtenir une note minimale de « B »?	La gamme d'étiquettes d'IU fournies doit consister en des modules dont la taille varie de 0,19 à 0,635 mm et être faite d'aluminium photoanodisé ou de matériaux polyacryliques. Il est habituel de vérifier les codes 2D selon la norme ISO : TR29158	Annexe A – Énoncé des travaux :  7.1.1.4 Tous les codes à barres 2D lisibles par machine doivent utiliser la syntaxe CE//ISO 15434;  INSÉRER  a. L'équipement nécessaire au marquage direct des pièces d'IU doit être vérifié selon la norme ISO TR29158 et obtenir une note globale minimale de « B ». Un plan d'échantillonnage conforme à la norme

QS-13	10.0 (page 132)	L'État pourrait-il confirmer quelles exigences en matière d'hébergement et de sécurité s'appliquent aux services publics en nuage (FedRAMP, NIST, CST, etc.)?	(note minimale de « C ») OU selon la norme ISO:15415 (note minimale de « B »), au choix du fournisseur, pour réduire au minimum le coût de mise en œuvre ou la possibilité de limitation technique. Il sera beaucoup plus difficile et peut-être impossible, dans certains cas, d'attribuer une note selon la norme ISO:15415 à des modules de 0,19 mm produits avec un laser plat sur les matériaux demandés.	<p>CEI/ISO 2859-1 est acceptable (l'entrepreneur doit proposer une limite de qualité acceptable pour approbation par le MDN);</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 002 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article B).</b></p>
Supprimer toute mention de nuage public tout au long de l'Énoncé des travaux, de la Base de paiement et du Barème de prix :			Supprimer toute mention de nuage public tout au long de l'Énoncé des travaux, de la Base de paiement et du Barème de prix :	
Annexe A – Énoncé des travaux :			Annexe A – Énoncé des travaux :	
SUPPRIMER : la section 7.3.4.1.c. en entier.			SUPPRIMER : la section 7.3.4.1.c. en entier.	
Annexe B – Base de paiement			Annexe B – Base de paiement	
SUPPRIMER : le tableau 10.0 en entier.			SUPPRIMER : le tableau 10.0 en entier.	
Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 :			Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 :	
SUPPRIMER : le tableau 5.4 en entier.			SUPPRIMER : le tableau 5.4 en entier.	
Pièce jointe 4.2– Barème de prix, tableau 5.4:			Pièce jointe 4.2– Barème de prix, tableau 5.4:	
SUPPRIMER : Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (Nuage public)			SUPPRIMER : Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (Nuage public)	

QS-14	4.1.5 (page 64)	Pour chaque étiquette d'UI, faut-il fournir trois étiquettes d'emballage d'IAU à apposer sur 1) les conteneurs d'unités, 2) les conteneurs intermédiaires et 3) les conteneurs extérieurs?	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	<p><b>SUPPRIMER :</b> « Prix moyen des Registres (Prix total des Registres ÷ 3) »</p> <p><b>REPLACER PAR :</b> « Prix moyen des Registres (Prix total des Registres ÷ 2) »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (Article C).</b></p> <p>Toute les étiquettes d'emballage sont imprimées sur demande; par conséquent, aucune mise en trousse/aucun traitement n'est requis.</p>
QS-15	7.1.1.15 (page 79)	En ce qui concerne la capacité « prête à l'utilisation », y compris la méthode de fixation et les produits consommables de préparation de la surface, veuillez confirmer si des vis ou des rivets sont nécessaires dans le cadre de la livraison d'étiquettes trouées.	Cette question vise à clarifier les exigences techniques et les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des articles utilisant la capacité « prête à l'utilisation ».	<p>La capacité prête à l'utilisation doit permettre l'application du marquage conformément à la spécification de marquage approuvée, y compris tous les produits consommables requis, mais sans l'outillage.</p> <p>Annexe A – Énoncé des travaux :</p> <p><b>SUPPRIMER :</b> la section 7.1.1.15 en entier;</p> <p><b>REPLACER PAR :</b></p> <p>« 7.1.1.15 L'entrepreneur devra développer et livrer une trousse préemballée pour les articles qui devront être marqués à une date ultérieure par une entité autre que l'entrepreneur en correction et marquage des données (CMD) (par exemple, un spécialiste de l'entretien ou un installateur). Cette trousse « à laisser sur place » comprendrait tout ce qui est nécessaire pour appliquer la marque conformément aux spécifications de marquage approuvées, y compris des étiquettes, une méthode d'adhésion</p>

QS-16	6.2.4.4 et 7.1.1.16 et annexe 1 (pages 75, 79 et 94)	L'État pourrait-il confirmer si les matériaux, les tailles et les styles utilisés pour les étiquettes d'emballage d'IAU doivent correspondre à ceux des étiquettes d'IU?	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	<p>et de fixation, tout produit consommable d'équipement, tout produit consommable visant la préparation de la surface et des instructions comprenant des images de la méthode d'application; »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (Article D).</b></p> <p>Les marques d'emballage sur demande devraient être apposées à l'aide de rouleaux d'étiquettes disponibles dans le commerce d'une largeur entre 3 à 5 pouces, ou de rouleaux de papier de format A5 ou 4 par 6 apposés de manière adhésive. Le MDN pourrait envisager d'autres formats sur demande écrite.</p> <p>À l'annexe A – Énoncé des besoins :</p> <p>Section 7.1.1.16:</p> <p>INSÉRER</p> <p>a. Les étiquettes d'emballage d'IAU doivent être produites conformément aux AAP-44A et AAITP-02. Les étiquettes d'emballage d'IAU doivent être imprimées sur des rouleaux d'étiquettes disponibles dans le commerce d'une largeur inférieure à 3 à 5 pouces de rouleaux de papier de format A5 ou 4 par 6 apposés de manière adhésive. L'étiquette doit comporter une marque PDF417 appropriée au matériel contenu dans l'emballage et le(s) numéro(s) de série du matériel contenu dans l'emballage, lisible à l'œil nu.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article H).</b></p> <p>Annexe A – Énoncé des travaux :</p>
QS-17	7.2.5.3, 7.2.5.7,	Quel dispositif de fixation est nécessaire pour	Il faudra utiliser plusieurs broches et	



	7.2.5.8, 7.2.5.9 (page 83)	obtenir une fenêtre de marquage d'au moins 10 cm de largeur sur 6 cm de longueur et produire des modules de 0,19 à 0,635 mm ainsi que des codes 2D d'une superficie allant jusqu'à 25,4 mm x 25,4 mm? En général, une plaque à fente en T est fournie, et il est possible d'y fixer une pince ou un dispositif rotatif. L'État envisage-t-il de modifier la DP afin de permettre la proposition d'un système portatif de marquage par micro percussion, qui peut également être monté sur colonne avec une fenêtre de marquage légèrement plus petite? En outre, l'État envisagera-t-il de restreindre la taille des cellules requise pour le marquage par micro percussion?	têtes de broches pour répondre aux exigences de cette DP, ce qui rendra certainement plus difficile l'obtention de résultats satisfaisants.	<p>Section 7.2.5.3:</p> <p>SUPPRIMER : « Avoir une fenêtre de marquage d'au moins 10 centimètres de large par 6 centimètres de long; »</p> <p>REPLACER PAR : « Avoir une fenêtre de marquage d'au moins 9 centimètres de large par 5 centimètres de long; »</p> <p>Section 11.4 :</p> <p>INSÉRER :</p> <p>11.4.3 L'entrepreneur doit procurer tout l'équipement et le matériel nécessaires pour fournir les services et les produits livrables sur place, comme il est indiqué dans l'autorisation de tâches.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article E).</b></p>
QS-18	7.2.4.4.5 (page 82)	Veillez confirmer si l'État fournit la plomberie pour la ventilation externe OU si l'entrepreneur doit fournir un système de ventilation autonome avec traitement HEPA et filtration des COV dans l'enceinte du laser.	Tout système de marquage au laser destiné à être utilisé avec la gamme de matériaux précisée au point 7.2.4.5 doit être doté d'un certain type de ventilation pour extraire les fumées résultant du processus de gravure et de découpe, en particulier avec les	L'entrepreneur doit fournir le système de ventilation selon les besoins.

QS-19			matériaux polyacryliques. Toute fumée qui s'accumule dans l'enceinte de marquage diffracte le faisceau laser et nuit à la qualité du marquage. En outre, des fumées caustiques peuvent être générées par le processus de marquage et de découpe; ces machines ne peuvent pas être utilisées en toute sécurité sans une ventilation extérieure ou autonome.	
QS-19	7.2.4.4.4 (page 82)	Veuillez confirmer si un dispositif rotatif servant à fixer et à faire tourner les pièces cylindriques à marquer au laser répond à cette exigence.	Les pièces plates peuvent être posées sur le banc laser sans être fixées.	L'État acceptera toute solution pour la spécification. L'entrepreneur peut en déterminer la particularité à sa discrétion.
QS-20	Appendices 1 à 7 (page 94)	L'État a-t-il l'intention de demander à l'entrepreneur de produire les étiquettes d'emballage d'IAU à la demande sur le terrain ou dans les stations de marquage situées sur la base afin de les imprimer en même temps que les étiquettes d'IU?	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production, de la mise en lot et de la manipulation des étiquettes d'emballage d'IAU.	Il s'agit de produire des étiquettes d'IAU sur demande.
QS-21	4.3 Critères d'évaluation cotés de l'équipe principale	Au critère RCD-C1, il faut « démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours des soixante (60) derniers mois, dans la	Trois des quatre exigences sont propres à la technologie, ce qui tend à exclure les ressources de remédiation des	Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation technique, tableau 4.3, Responsable de la correction des données, RCD-C1:  SUPPRIMER : « RCD-C1 En plus de répondre au critère RCD-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours

		<p>planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes ...» En ce qui a trait aux trois autres critères cotés pour le RCD, il est question d'avoir une expérience SAP, ce qui confère la priorité à l'expérience requise pour une technologie particulière et limite notre capacité à obtenir une note concurrentielle pour une ressource par ailleurs extrêmement expérimentée. Nous avons aussi remarqué dans d'autres exigences des délais admissibles comme 15 ans pour E-C1; 10 ans pour CPD-O1 etc. Par conséquent, nous vous demandons de bien vouloir prolonger le délai de 60 mois à 120 mois. Pourriez-vous nous confirmer que ce sera possible?</p>	<p>données autrement qualifiées.</p>	<p>des soixante (60) derniers mois, dans la planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes* de correction des données de base**, notamment des enregistrements de données de base dans un système de PRE. »</p> <p>REPLACER PAR : « RCD-C1 En plus de répondre au critère RCD-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience, acquise au cours des cent-vingt (120) derniers mois, dans la planification, la documentation et l'exécution d'activités importantes* de correction des données de base**, notamment des enregistrements de données de base dans un système de PRE. »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article F).</b></p>
QS-22	EEMI-C3	<p>Selon l'exigence, « Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un diplôme d'études postsecondaires. » Nous vous demandons de bien vouloir supprimer cette exigence car nous</p>	<p>Pour garantir que la ressource la plus directement qualifiée et disposant d'une expérience directe soit concurrentielle.</p>	<p>Pièce jointe 4.1;</p> <p>Tableau 4.3 – Critères techniques cotés de l'équipe principale :</p> <p>SUPPRIMER : EEMI-C3 en entier;</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à <b>80</b> (par rapport à 100);</p>

		estimons que des études postsecondaires n'ont aucun lien avec la nature spécialisée des travaux. Nous croyons que l'expérience de travail directe indiquée dans l'exigence (surtout en lien avec les applications militaires) devrait constituer le seul critère. (Nous aimerions faire remarquer que des études postsecondaires ne sont pas requises même le chef de projet/directeur et que ces derniers ne sont pas évalués en fonction de celles-ci).		<p>Faire passer le nombre de points disponibles à <b>40</b> (par rapport à 50).</p> <p>Tableau 5.1 :</p> <p>SUPPRIMER : EEMI-C3 en entier;</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à <b>40</b> (par rapport à 100);</p> <p>Faire passer le nombre de points disponibles à <b>40</b> (par rapport à 50)</p> <p>Tableau 5.2 :</p> <p>Faire passer le pointage de critères cotés pour les ressources de l'équipe principale à <b>225</b> (par rapport à 245);</p> <p>Faire passer le nombre total de points disponibles à <b>325</b> (par rapport à 345)</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 003 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd003 (article G).</b></p>
QS-23	Modification 002, QS-04	Est-ce que cela s'applique également à un sous-traitant étranger d'un pays membre de l'OTAN?	<p>Notre équipe comprend un sous-traitant étranger, qui doit fournir des équipements et du matériel d'étiquetage à un entrepreneur principal canadien.</p> <p>Ce sous-traitant n'aura pas à accéder à des sites et/ou à des renseignements</p>	<p>Si un sous-traitant étranger n'a pas besoin d'accéder aux zones / atouts / informations restreints, il n'a pas besoin d'une cote de sécurité d'installation.</p>

QS-24	E-O3 et E-C3 de la DP et modification 002, QS-08 :	<p>Nous demandons à ce que le volume de 200 000 enregistrements de données de base soit modifié à 50 000 enregistrements de données de base.</p>	<p>nécessitant une cote de fiabilité. Ainsi, on suppose que ce sous-traitant n'a pas à détenir une attestation de sécurité d'installation (ASI) de niveau Secret.</p> <p>Veillez confirmer.</p> <p>Par souci d'uniformité et conformément à la logique de la réponse à la QS-08 de la modification 002, nous demandons à ce que la définition : « *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins 50 000 enregistrements de données de base » soit utilisée pour le RCD soit également appliquée dans l'ensemble de la DP, y compris dans les exigences E-O3 et E-C3.</p>	<p>Dans les exigences E-O3 et E-C3, nous avons réduit le nombre d'enregistrements de données de base à 50 000.</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 3.1 — Critères d'évaluation techniques obligatoire de l'entreprise :</p> <p>MODIFIER <b>E-O3</b> comme suit :</p> <p>« *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins <b>50 000</b> enregistrements de données de base ».</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 3.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE</p> <p>MODIFIER <b>E-C3</b> comme suit :</p> <p>« *Dans ce contexte, on entend par "important" un programme qui a permis de corriger au moins <b>50 000</b> enregistrements de données de base ».</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article A).</b></p>
-------	--	--	---	---

QS-25	GP-O3 de la DP	L'État accepterait-il un baccalauréat obtenu d'un institut technique?	Selon nous, un baccalauréat obtenu d'un institut technique devrait être considéré comme équivalent dans ce contexte. Veuillez confirmer.	<p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER : <b>GP-O3</b> entièrement.</p> <p>INSÉRER ce qui suit à <b>GP-O3</b> :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée est titulaire d'un <b>diplôme d'études postsecondaires</b>.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir une copie du <b>diplôme d'études postsecondaires</b> obtenu par ressource proposée. »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article B).</b></p>
QS-26	Pièce jointe 4.1 — Critères d'évaluation techniques	L'État accepterait-il des projets sans référence, à condition qu'au moins un projet avec une référence soit utilisé pour étayer la conformité à chaque exigence?	<p>Les références qui pourraient servir à vérifier l'expérience des candidats sont de plus en plus difficiles à fournir pour les projets antérieurs, et ce, pour de nombreuses raisons, y compris, mais sans s'y limiter, les départs à la retraite, les changements de poste. En outre, et c'est plus fréquent : pour des raisons de sécurité, plusieurs responsables des programmes liés à la défense des clients n'ont pas la permission de discuter du projet en dehors de l'équipe de</p>	<p>Supprimer toute exigence de références pour les ressources et conserver l'exigence de références pour l'expérience du soumissionnaire uniquement.</p> <p>À la Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER ce qui suit à <b>CDP-O1</b> :</p> <p>« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nom du client;</li><li>• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);</li><li>• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et</li><li>• Description des services fournis.</li></ul> <p>SUPPRIMER ce qui suit à <b>GP-O4</b> :</p>

			<p>projet, surtout s'il s'agit d'un programme international.</p> <p>Exiger une référence pour tous les projets limitera considérablement les exemples de projets pouvant être utilisés et entravera la capacité à fournir les meilleurs projets pour répondre à chaque exigence.</p>	<p>« Le soumissionnaire doit fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nom du client;</li><li>• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);</li><li>• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et</li><li>• Description des services fournis. »</li></ul> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.3 — CRITÈRES TECHNIQUES</p> <p>CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>SUPPRIMER ce qui suit à <b>GP-C4</b> :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nom du client;</li><li>• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);</li><li>• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et</li><li>• Description des services fournis. »</li></ul> <p>SUPPRIMER ce qui suit à <b>RCD-C2</b> :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p>
--	--	--	--	--

				<ul style="list-style-type: none"><li>• Nom du client;</li><li>• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);</li><li>• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et</li><li>• Description des services fournis. »</li></ul> <p><b>SUPPRIMER</b> ce qui suit à <b>RCD-C3</b> :</p> <p>« Le soumissionnaire devrait fournir une (1) référence client pour chaque projet. Les éléments suivants doivent être fournis pour chaque projet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nom du client;</li><li>• Dates de début et de fin (jj-mm-aaaa);</li><li>• Coordonnées de la référence (numéro de téléphone et courriel); et</li><li>• Description des services fournis. »</li></ul> <p><b>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article C).</b></p>
QS-27	CPD-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1 de la DP	Nous demandons que l'expérience relative à l'équipe et aux organisations militaires soit remplacée par de l'expérience relative aux organisations gouvernementales et aux équipements industriels.	Les exigences pour les organisations gouvernementales et les équipements industriels sont aussi, ou plus, rigoureuses que celles définies pour l'équipement et les organisations militaires. On suppose que l'expérience associée à l'exécution de ces programmes pourrait être utilisée pour répondre à ces exigences. Veuillez confirmer.	<p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.2 — CRITÈRES TECHNIQUES</p> <p>CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p><b>MODIFIER CDP-O1</b> comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, acquise au cours des dix (10) dernières années, à titre de chef de projet ou de directeur dans le cadre de deux (2) projets distincts portant sur la mise en œuvre de programmes importants* d'étiquetage et de marquage d'IU de l'équipement existant conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme</p>



			<p>militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires <b>ou des organisations gouvernementales</b>. »</p> <p>MODIFIER l'exigence <b>CDP-O2</b> comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 60 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans la mise en œuvre de programmes d'étiquetage et de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme militaire 130 (MIL-STD-130) pour des organisations militaires <b>ou des organisations gouvernementales</b>. »</p> <p>MODIFIER <b>EEMI-O1</b> comme suit :</p> <p>« Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins 24 mois d'expérience, acquise au cours des quinze (15) dernières années, dans l'élaboration* de spécifications de marquage d'IU conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire <b>ou industriel</b> existant. »</p> <p>Pièce jointe 4.1 : TABLEAU 4.3 — CRITÈRES TECHNIQUES CÔTÉS DE L'ENTREPRISE :</p> <p>MODIFIER <b>EEMI-C1</b> comme suit :</p> <p>« En plus de répondre au critère EEMI-O1, le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède plus de 24 mois d'expérience dans l'élaboration* de spécifications de marquage d'IU</p>
--	--	--	--

QS-28	Article C de la modification 003 et QS-13	Merci de bien vouloir confirmer que le Tableau 5.3 du Barème de prix est supprimé.	Merci de clarifier la question, car dans la modification, on peut lire ce qui suit : Pièce jointe 4.2 – Barème de prix, tableau 5.3 : Supprimer : le tableau 5.4 en entier.	<p>conformément à l'accord de normalisation STANAG 2290 ou à la norme MIL-STD-130, lesquelles décrivent comment appliquer une IU à divers types d'équipement militaire <b>ou industriel</b> existant. »</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article D).</b></p> <p>Modification no 003 à la demande de soumissions, Article C (QS-13) :</p> <p>Précisions à :</p> <p>Pièce jointe 4.2 : Barème de prix, Tableau 5.3 :</p> <p>SUPPRIMER : le Tableau 5.3 en entier.</p> <p><b>Changement apporté dans la modification 004 de la demande de soumissions : W6381-170008.D_Amd004 (article E).</b></p>
QS-29	Modification 003	<p>1. La modification indique ce qui suit : Pièce jointe 4.2 : Barème de prix, Tableau 5.3 : « SUPPRIMER : le tableau 5.4 en entier ». Veuillez confirmer qu'on devrait lire 5.3 et non pas 5.4.</p> <p>2. En outre, merci de confirmer que dans le tableau 5.4, « Prix total pour le Registre de numéro</p>	<p>1. On suppose une erreur typographique pour « 5.3 ».</p> <p>2. Il n'y a pas eu de demande officielle de supprimer la référence à « nuage public ».</p>	<p>1. Voir la réponse à la QS-28.</p> <p>2. Voir la réponse à la QS-13.</p>

			d'identification unique (Nuage public) » devrait se lire comme suit : « Prix total pour le Registre de numéro d'identification unique (modèle SaaS) ».		
QS-30	DP CDP-O1, CDP-O2, EEMI-O1, EEMI-C1	Les exigences actuelles prévoient de l'expérience auprès d'organisations militaires et sur de l'équipement militaire. L'État envisagerait-il de tenir compte de l'expérience auprès d'organisations gouvernementales et sur des équipements industriels?		Nous avons trouvé de potentiels membres de l'équipe ayant une grande expérience du marquage dans des secteurs gouvernementaux autres que le secteur militaire. Les normes qu'ils appliquent donnent lieu à des directives plus strictes que celles de la norme STANAG 2290 sur des articles très variés. Cette diversité et cette expérience seraient mises à profit pour employer des stratégies améliorées.	Réponse en développement.
QS-31	DP E-C2, E-C3, E-O3, et	Par souci de cohérence, l'État envisagerait-il d'appliquer le changement		Cela permettrait d'établir une cohérence dans l'ensemble de la DDP et	Réponse en développement.

	modification 002 QS-08	de seuil de 200 000 à 50 000 dans la définition de « important » à toutes les exigences applicables? Il s'agirait notamment des critères E- C2, E-C3 et E-O3.	reposerait sur le même raisonnement qui sous- tend la réponse à la QS- 08 de la modification 002. Nous demandons que la modification apportée à la définition du terme « important » dans le contexte de la correction des données, qui fait passer le seuil minimum à 50 000 enregistrements de données de base, soit reflétée dans l'ensemble de la DDP.	
QS-32	Pièce jointe 4.1 – Critères d'évaluation techniques	Nous demandons à l'État d'envisager d'accepter des projets sans références si chaque exigence comporte au moins un projet avec des références à l'appui.	Dans le secteur de la défense, il est très rare que des entités exposent publiquement leurs processus ou stratégies à des tiers, surtout lorsque des cotes de sécurité sont requises.  En outre, le fait d'indiquer officiellement les coordonnées de ces entités sur des documents, quels qu'ils soient, ou d'obtenir l'autorisation de parler d'elles à des tiers demande un examen juridique approfondi de leur part.	Réponse en développement.

			Enfin, dans certains cas, le point de contact n'occupe plus le même poste, en raison d'un changement d'emploi, d'un départ à la retraite, etc.  L'exigence d'une référence et les contraintes qui l'accompagnent limiteront fortement le nombre de projets fournis et donc la capacité à fournir les meilleurs projets pour chaque exigence énumérée.	
QS-33	Sous-alinéa 7.1.1.1.1 5 (page 79) <b>QS-15, (page 15)</b>	La capacité « prête à l'utilisation » inclut-elle les étiquettes d'emballage d'IAU?	Cette question vise à clarifier les exigences techniques et les implications financières de la production et de la mise en trousse/manipulation de la capacité « prête à l'utilisation ».	Réponse en développement
QS-34	Sous-alinéas 6.2.4. 4, 7.1.1.16, Appendice 1, (pages 75, 79, 94) <b>QS-16, (page 16)</b>	En ce qui concerne les étiquettes d'emballage d'IAU, l'État exige-t-il que l'entrepreneur fournisse l'ensemble des imprimantes, des scanners et des produits consommables nécessaires pour assurer	Cette question vise à clarifier les implications financières de la production des étiquettes d'emballage d'IAU.	Réponse en développement

		la capacité d'impression à la demande?		
QS-35	ANNEXE A – Énoncé des travaux Sous- alinéa 7.1.1.1 8	Pour les modèles 8 à 12 « Adhésif autocollant et/ou trous pour attaches mécaniques », y a-t-il des circonstances dans lesquelles des modèles adhésifs et des modèles à trous pourraient être tous deux commandés? La tarification doit-elle inclure les deux méthodes de fixation?	Demande de clarification	Réponse en développement.
QS-36	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 11.5 « Santé et sécurité des ressources de l'entrepreneu r »	Existe-t-il des exigences spécifiques en matière de santé et de sécurité au travail?	Demande de clarification	Réponse en développement.
QS-37	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Le paragraphe 8.2 mentionne le travail dans des espaces confinés. Est-ce différent de ce qui est décrit au <a href="https://www.cchst.ca/osha&lt;br/&gt;nswers/hsprograms/confin&lt;br/&gt;edspace_program.html">https://www.cchst.ca/osha nswers/hsprograms/confin edspace_program.html</a>	Demande de clarification	Réponse en développement.
QS-38	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Quelles formations ou certifications supplémentaires sont requis pour le travail dans des espaces confinés ou à 15 mètres de hauteur?	Demande de clarification	Réponse en développement.

QS-39	ANNEXE A – Énoncé des travaux Paragraphe 8.2	Les responsables du marquage d'IU, les techniciens d'application des étiquettes d'IU, les techniciens de marquage d'IU direct des pièces et les techniciens de validation et de vérification des IU devront-ils manipuler des armes? Si oui, une certification ou une formation est-elle requis?	Demande de clarification	Réponse en développement.
QS-40	APPENDICE 1 : CONCEPT D'OPÉRATI ON	Qu'attend-on par « Marquage des dispositifs de gestion des travaux sur le terrain (propriété de l'entrepreneur; à la garde du MDN) » ? a. Si l'entrepreneur fournit ces services, leur prix doit-il être indiqué séparément? b. Si oui, de combien de dispositifs s'agit-il? c. Quelles sont les exigences en matière de compatibilité, le cas échéant?	Demande de clarification	Réponse en développement.
QS-41	ANNEXE A – Énoncé des travaux Alinéas 7.2.4 et 7.2.5	L'installation et la formation font-elles partie des exigences? Si oui, doivent-elles être incluses dans le prix?	Demande de clarification	Réponse en développement.

A TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.